



## La participation des organisations paysannes à la définition et à la mise en œuvre des programmes publics en faveur du secteur agricole et de la sécurité alimentaire

### Modifier

En Europe, la participation des organisations de producteurs à la définition et à la mise en œuvre des politiques et programmes en faveur du secteur agricole fait partie d'une longue tradition de concertation sociale. Cela ne règle certainement pas tous les problèmes des agriculteurs, mais cela donne les moyens de défendre au mieux les producteurs dans la négociation des politiques et de tenir compte de leur situation dans la mise en œuvre des programmes.

Dans la plupart des pays en développement, on est loin d'une telle situation. En Afrique, rares sont les pays où les organisations agricoles sont associées par leurs gouvernements à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques agricoles et rurales. De même, dans leurs interventions, les Agences de Coopération Internationale ont jusqu'à présent cantonné la plupart du temps les organisations paysannes (OP) dans le rôle de bénéficiaires des projets.

Au sein du réseau (Fédération ?) AgriCord auquel le CSA a adhéré avec la FWA depuis deux ans, le CSA coordonne, pour le compte du réseau (de la Fédération ?), un petit financement du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), visant à soutenir, dans une dizaine de pays d'Afrique et d'Asie, l'implication des OP dans le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP).

Les programmes du GAFSP fournissent d'importants financements aux Gouvernements des pays en développement en insécurité alimentaire, afin de mettre en œuvre de grands programmes public destinés à atténuer la pauvreté et à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et la sécurité alimentaire.

Un enjeu majeur est que ces financements soient canalisés en fonction des priorités et conceptions des paysans. Cependant, pour y arriver, une condition indispensable est la participation effective des organisa-

tions représentant les agriculteurs familiaux dans la conception et la mise en œuvre des projets.

C'est un message que le CSA essaye de faire passer depuis des années, en concertation avec les représentants des réseaux d'OP avec lesquels il travaille. Ce message est à présent mieux partagé par des alliés au sein des institutions internationales qui sont conscientes de ce rôle à jouer par les OP.

Ce rôle n'est cependant pas évident à tenir, car d'une part il faut que les OP renforcent leur structuration et leurs capacités pour être en mesure de tenir ce rôle ; d'autre part, elles doivent obtenir la reconnaissance de ce rôle par leurs gouvernements.

Ce sont ces défis qui doivent être relevés lors des interventions menées dans le cadre du financement du FIDA sur le renforcement de la participation des OP dans les programmes GAFSP. Ces interventions sont délicates, car elles concernent des fonds publics pour lesquels les gouvernements étaient habitués à décider seuls avec les bailleurs.

L'intervention se fait en deux phases. Au cours de la première, les leaders paysans des réseaux régionaux d'OP d'Afrique et d'Asie mènent des missions exploratoires dans les pays, en vue de rappeler aux autorités du pays et à l'agence internationale en charge du GAFSP que la participation des OP dans le cadre officiel est une obligation, sur laquelle d'ailleurs les projets seront évalués. En parallèle, il faut sensibiliser les OP sur le rôle spécifique qu'elles auront à jouer dans ce type de programmes publics et des attitudes à adopter et il est également nécessaire d'identifier, avec les OP, les appuis nécessaires pour qu'elles puissent rentrer en partenariat avec l'Etat.

Dans une seconde phase, les agences financent le programme de renforcement des capacités identifié dans la phase précédente.

Parmi les leaders d'OP qui ont été fortement impliqués dans les missions de la première phase du pro-

gramme, on retrouve Mamadou Cissokho, président d'honneur du CNCR et du ROPPA, qui a également siégé au sein du Comité de Pilotage du GAFSP en tant que représentant de la Société civile du Sud. Il tire, dans l'interview ci-après, les leçons des premières interventions menées dans le cadre du financement du FIDA à AgriCord pour favoriser l'implication des OP dans les programmes publics.

### Interview de Mamadou Cissokho sur les premières interventions menées dans le cadre du financement du FIDA à AgriCord pour favoriser l'implication des OP dans les programmes publics



### Quelles sont les conditions préalables pour avoir une participation des OP dans les programmes du GAFSP ?

Pour faire partie du processus visant à impliquer les OP dans les projets du GAFSP, la structure qui regroupe les OP doit tout d'abord exister ; elle doit ensuite être reconnue en interne par la majorité des groupements paysans, qui lui donnent un mandat ; enfin elle doit en externe être reconnue par l'Etat et par les partenaires du développement.

Les OP doivent aussi être déjà impliqués dans des partenariats avec les

services publics, les ONG et les projets des partenaires financiers. Elles doivent pour cela se faire accompagner par une cellule technique qui peut les aider dans ces relations.

De leur côté, les gouvernements et leurs partenaires doivent informer et mobiliser les acteurs de la société civile dans les processus du GAFSP.

### Quel est le niveau de réalisation de ces préalables dans les pays africains en général et dans les pays d'intervention en particulier ?

Dans plusieurs pays africains, les OP sont en voie de structuration et de consolidation. Les ONG sont quant à elles souvent en avance et les relations entre les deux groupes ne sont pas toujours faciles. Tous sont à la recherche de financements auprès des mêmes partenaires et n'ont cependant pas les mêmes capacités. Les ONG s'investissent pour renforcer les OP, du moins le 'disent-elles'. Les OP recherchent l'autonomie à travers le développement des capacités.

Quant aux services publics, ils peinent à changer de paradigme: du 'tout Etat', les fonctionnaires passent au 'tout projet', qui demande seulement la participation des OP lors de la validation. (à clarifier).

### Comment favoriser l'amélioration du partenariat pour réaliser ces préalables ?

Une des structures d'OP doit s'engager à construire un mouvement paysan solidaire, au travers duquel peuvent se construire des capacités d'analyse stratégiques, de formulation de propositions consensuelles et de négociation avec les autres acteurs.

C'est dans des appuis à long terme au renforcement des capacités que

Cette page mensuelle est réalisée par le Collectif Stratégies Alimentaires asbl.

Le CSA est une ONG, agri-agence membre d'AgriCord.

Ed. responsable: CSA, D. Van Der Steen

184 D, Boulevard Léopold II

1080 Bruxelles.

[www.csa-be.org](http://www.csa-be.org)



Avec le soutien de la DGD (Coopération belge)



nous donnerons les moyens d'actions aux OP qui doivent organiser le dialogue avec les autres acteurs.

Dans cette stratégie, une alliance OP-ONG est souhaitable. Cela doit se construire sur la clarification des rôles et responsabilités de chacun et sur un programme d'action précisant les activités à mener (le groupe de plaidoyer au Burundi est un exemple de ce type d'alliance). L'alliance entre le ROPPA et les réseaux d'ONG dans le processus de négociation des APE et à l'OMC est également une expérience intéressante.

La rétrocession de fonds publics à l'ASPRODEB au Sénégal pour le financement de proximité des OP peut édifier sur les mécanismes de financement. **(phrase à clarifier).**

#### **Quels sont les limites de ces interventions ?**

Intervenir pour améliorer le partenariat se comprend comme un processus à long terme de construction de nouveaux paradigmes dans les rôles et responsabilités de la conduite des activités de développement.

A ce titre, plusieurs limites surgissent:

Les habitudes et attitudes du 'tout Etat', où le développement était administré et les paysans confinés à une participation décrétée en fonction des objectifs des gestionnaires de projets.

Les projets multiples et répondant à une mode ont façonné les comportements des acteurs qui ont perdu les réflexes de durabilité et de cohérence.

Il y a peu de ressources financières disponibles pour l'autopromotion des acteurs ruraux.

Les priorités des OP ne sont pas éligibles dans les projets/programmes, ce qui décourage les paysans dans le partenariat.

La lenteur dans l'appropriation des procédures chez les OP posent des problèmes dans l'autonomie dans les orientations.

#### **L'exercice vaut-il la peine d'être mené ?**

Il y a de nombreuses limites, mais nous pourrions avancer compte tenu des évolutions positives dans les comportements, liés notamment aux nouveaux enjeux (insécurité alimentaire, dégradation des ressources naturelles, crises financières et révoltes populaires contre la mauvaise gouvernance politique), aux processus de construction de structures paysannes en voie d'autonomisation, à la disponibilité de certains gouvernements et de leurs partenaires à plus d'inclusion des populations dans les processus.

#### Notes

1) AgriCord est un réseau d'ONG, appelées agri-agences, ayant comme objectif principal le renforcement des organisations agricoles et rurales dans les pays en voie de développement, et qui sont mandatées par des organisations agricoles et rurales de leurs pays d'origine ([www.agricord.org](http://www.agricord.org)).

2) Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est une agence spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, qui a été établie en tant qu'institution financière internationale en 1977. C'était l'un des principaux résultats de la Conférence Alimentaire Mondiale de 1974, qui avait été organisée en réponse aux crises alimentaires des années '70, ayant particulièrement touché les pays Sahéliens. L'une des idées les plus importantes issues de la conférence et ayant déterminé l'orientation du FIDA, était que les causes de l'insécurité alimentaire et de la famine ne sont pas tant des échecs de la production alimentaire que des problèmes structurels relatifs à la pauvreté et au fait que la majorité des populations pauvres du monde en développement vivent dans les zones rurales et n'arrivent pas à vivre de leurs activités.

3) Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) est un mécanisme multilatéral, logé auprès de la Banque mondiale. Il a été mis en place suite à la crise des prix alimentaire de 2007-2008 pour aider à la mise en œuvre des engagements pris en 2009 au G8 à L'Aquila. Ces engagements concernent des dons destinés à certains pays pauvres pour leur permettre de réaliser la sécurité alimentaire ([www.gafspfund.org](http://www.gafspfund.org)).

Cette page mensuelle est réalisée par le Collectif Stratégies Alimentaires asbl.

Le CSA est une ONG, agri-agence membre d'AgriCord.

Ed. responsable: CSA, D. Van Der Steen

184 D, Boulevard Léopold II

1080 Bruxelles.

[www.csa-be.org](http://www.csa-be.org)



Avec le soutien de la DGD (Coopération belge)